

LE CHEF DE L'ÉTAT CHEZ LES FRÈRES PALESTINIENS AU PALAIS DES NATIONS

Les factions s'engagent à tourner la page de la division

P2

SEMAINE RUSSE
DE L'ÉNERGIE
**Mohamed
Arkab
à Moscou**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

P16

Jeudi 13 octobre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5662 - 19^e année

DÉCLARATION
DE POLITIQUE
GÉNÉRALE
DU GOUVERNEMENT



Parole aux sénateurs

► Aboudjerra Soltani :
« Le progrès économique doit être au service du citoyen »

P4

SOMMET ARABE D'ALGER

Les attentes sont autrement plus importantes que la présence de M6

P2

HACÈNE MENOUAR,
PRÉSIDENT
DE L'ASSOCIATION
« EL-AMAN »

« Il faut un traçage des réseaux de distribution »

P5

CE SERA LE TROISIÈME CLUB FRANÇAIS DANS LA CARRIÈRE DU JOUEUR



L'AC Ajaccio au secours de Belaïli

P7

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME
GHELLAB ATTIA - M'SILA,
CET APRÈS-MIDI À 16H00

Une course ouverte

P14

LE PRESIDENT TEBBOUNE REÇOIT MOHAMED YUNUS AL-MENFI

« Au peuple libyen de choisir ses représentants »

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

SOMMET ARABE D'ALGER

Les attentes sont autrement plus importantes que la présence de M6

Les attentes du prochain sommet de la Ligue arabe, prévu à Alger les 1^{er} et 2 novembre, vont au-delà de la présence hypothétique du roi du Maroc aux travaux de ce congrès.

La présence de M6, que certains veulent présenter comme un événement marquant n'est, en somme, qu'un simple détail dans l'agenda de ce rendez-vous important aussi bien pour la Ligue que les peuples arabes. Dans un Tweet le journaliste marocain a affirmé que le roi du Maroc, après mûre réflexion a décidé de ne pas assister au prochain sommet de la Ligue arabe. Mais au fond, l'ordre du jour de cette rencontre dépasse ce simple détail car l'heure est cruciale pour la ligue et les peuples arabes dans la conjoncture que connaît le monde. Les mutations géostratégiques que vit le monde depuis le débat du conflit en Ukraine, dictent aux pays arabes de ressouder leurs rangs de taire leurs divergences et de refonder le cadre unitaire, qu'est l'institution de la Ligue, pour ne pas se retrouver dans la peau des victimes du nouvel ordre mondial en pleine reconfiguration. C'est un rendez-vous crucial qui permettra aux pays arabes de se présenter en bloc uni face aux défis futurs que générera le conflit russo-ukrainien et qui pourrait s'élargir et sécréter de nouveaux blocs et de nouvelles alliances. C'est l'occasion



de débattre de la cause palestinienne pour en faire le ciment de l'action commune arabe. L'Algérie qui a initié un cadre de réconciliation nationale palestinienne devra recevoir le soutien des participants au sommet qui semblent avoir compris qu'il n'est plus utile d'attendre que l'État hébreu, reconnaisse la légalité internationale et accepte la solution des deux États dans le cadre de frontières sûres, viables et acceptées par les deux parties en conflit (Israël et la Palestine). Et cette solution ne pourrait être conçue alors que les rangs palestiniens sont désunis et que la Ligue arabe est paralysée par les contradictions de ses membres et les basses manœuvres des

sionistes.

L'union des rangs palestiniens à laquelle œuvre L'Algérie pourra permettre de ressusciter l'initiative de paix arabe adoptée lors du sommet de Beyrouth 2002, un projet qui n'a pas abouti en raison des divergences qui minent les rangs de cette institution. Le journaliste Sami Klein, spécialiste des questions arabes, a affirmé dans un Tweet que les choses vont changer dans le monde arabe après le sommet d'Alger. "Il n'y aura peut-être pas de miracle mais certainement un début de quelque chose", a-t-il souligné ce qui est une allusion claire qu'il y aura du nouveau après la rencontre d'Alger. C'est dire que les attentes

des peuples arabes sont grandes. L'outrage israélienne et sa sauvagerie s'est alimentée de la division des rangs arabes, de la désunion des Palestiniens, du soutien de ses alliés occidentaux et de la normalisation de ses relations diplomatiques avec certains pays arabes.

Au mois de décembre 2021, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait déclaré en Tunisie que, "l'Algérie entend organiser un sommet arabe unificateur et inclusif et ne cautionne pas la division arabe". Ramtane Lamamra avait annoncé pour sa part le 9 mars dernier que, "le monde arabe se prépare à un rendez-vous politique important de l'histoire de la nation arabe devant ouvrir de nouvelles perspectives à l'action arabe commune pour permettre à cette nation de faire entendre sa voix, d'interagir et d'impacter positivement le cours des événements aux plans régional et international".

Cela démontre la détermination de l'Algérie à réussir le 31^e sommet de la Ligue arabe qu'elle s'appête à abriter en novembre prochain. Les attentes des peuples arabes sont grandes et l'heure est grave et la présence du roi du Maroc ou son absence ne peuvent en aucun cas influencer sur la volonté d'unir les rangs des peuples arabes, d'agir en commun et de retrouver une place d'interlocuteur écoute dans le nouvel ordre mondial en construction. M6 a choisi son camp, celui de la normalisation, de la soumission et de la trahison à la cause commune. L'histoire le jugera un jour, lui qui reste sourd aux cris de colère de son peuple qui refuse de se voir sous la botte de l'entité sioniste.

Slimane B.

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE CHEZ LES FRÈRES PALESTINIENS AU PALAIS DES NATIONS

Les factions s'engagent à tourner la page de la division

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a rendu visite, hier, aux participants à la Conférence d'unification palestinienne. En faisant le déplacement jusqu'à Club des Pins où se déroule la rencontre, le chef de l'État donne la preuve aux Palestiniens que l'Algérie tient à la réconciliation de toutes les factions pour faire front commun contre l'occupation sioniste. Le chef de l'État a également participé à une partie des travaux de cette réunion en vue de réaliser l'Unité nationale palestinienne, où il a salué toutes les factions participantes.

Dans leurs déclarations aux médias locaux et étrangers, les responsables de l'OLP et de l'ensemble des fractions palestiniennes ont exprimé leur satisfaction de voir que leur rencontre, ouverte mardi à Alger, et consacrée à la réconciliation est en phase avec la consolidation de l'unité palestinienne. Ainsi, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a affirmé, hier, qu'« une atmosphère positive » a régné lors du dialogue entre les Palestiniens », expliquant que les participants au dialogue ont fait preuve de « responsabilité nationale et d'action commune ». Pour lui, « nous ne quitterons pas l'Algérie, pays qui représente la résistance arabe contre la normalisation, sans se mettre d'accord sur la déclara-

tion d'Alger pour entamer des étapes pratiques vers la réalisation de la réconciliation sur la voie de la fin de la division ». De son côté, le militant palestinien, Mustafa Barghouthi, secrétaire général du Parti "l'Initiative nationale palestinienne" (INP), a fait savoir dans ses déclarations aux médias étrangers, sur la rencontre des fractions palestiniennes à Alger, qu'« une atmosphère positive a régné », soulignant qu'« une grande partie des dispositions du document d'Alger a été approuvée » et que la rencontre des représentants de l'ensemble des fractions palestiniennes s'est achevée hier « par la publication d'une déclaration finale d'Alger ». Entamée mardi à Alger, la rencontre s'est poursuivie hier, et à laquelle quelque 14 fractions palestiniennes, dont les mouvements de résistance palestinienne, le Hamas et le djihad islamique ont participé. Les participants sont sorties avec des étapes concrètes pour en finir avec la division entre Palestiniens, grâce à la place qu'occupe l'Algérie, auprès des responsables de l'OLP et de l'ensemble des fractions palestiniennes et aussi au sein même du peuple palestinien, lequel est pressé de voir la page noire de la division soit enfin tournée. Car, les frictions ont profité à l'occupation sioniste. Les conditions de la tenue du dialogue inter-palestinien ayant

été, faut-il le noter, à l'abri des médias notamment étrangers, ont permis d'assurer une ambiance sereine et positive comme l'ont souligné, hier, au terme de ce sommet des responsables de l'OLP et des fractions palestiniennes.

RESSOUDER LES RANGS POUR CONTINUER LA LUTTE

Par le passé, souvent les déclarations et les contres déclarations rapportées par des médias, alors que les discussions entre Palestiniens se tenaient ont souvent alimenté les divergences et contribué à des échecs de discussions entre Palestiniens, ce qui a été au profit de l'entité sioniste et ses soutiens dans sa colonisation de la Palestine.

La discrétion de la diplomatie algérienne et son souci majeur de voir les Palestiniens unis dans son soutien et sa solidarité agissante pour la cause du peuple palestinien ont été déterminants, dans la conclusion du document final pour asseoir dans la durée la réconciliation inter-palestinienne. Celle-ci intervient faut-il le rappeler, à deux semaines de la tenue, les 1^{er} et 2 novembre prochains du Sommet arabe d'Alger, qui a inscrit en tête de son agenda, la question palestinienne, laquelle est en tête des préoccupations des peuples des pays arabes, en la considérant davantage une

question nationale que de politique étrangère. Ramzi Rabah, un dirigeant du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) a de son côté déclaré, hier, « apprécié le rôle de l'Algérie dans la facilitation de la conduite de ce dialogue », visant, a-t-il poursuivi « à résoudre des questions importantes » affirmant, hier, que « l'Algérie ne s'immisce pas dans les discussions ». L'engagement d'aller sur la voie de l'unité des rangs palestiniens, seule arme à même de mettre en branle le système d'occupant de l'entité sioniste a été exprimé, par les différents responsables palestiniens, de l'OLP et de l'ensemble des fractions palestiniennes, et davantage dans les déclarations de citoyens palestiniens, via notamment les réseaux sociaux, qu'ils soient des palestiniens de Ghaza, Cisjordanie occupée, El-Qods Occupés, ainsi que des camps des réfugiés et des territoires Palestiniens de 48, qui n'ont pas manqué de saluer le rôle et l'engagement de l'Algérie aux côtés du peuple palestinien et la justesse de sa cause et son combat.

CONSOLIDER LA PLACE DE L'OLP

Il a fait savoir que la rencontre des représentants de l'ensemble des fractions palestiniennes a débouché hier, sur la publication d'une déclaration

finale. Exprimant sa satisfaction de voir que la rencontre d'Alger des responsables palestiniens ayant été une « réussite » au regard de la portée « de l'accord trouvé sur les questions centrales et leur traitement » par l'ensemble des fractions palestiniennes, le militant palestinien, Mustafa Barghouthi a affirmé que « nous sommes très optimistes » notamment en ce qui concerne l'unité des rangs du mouvement de libération palestinien, dont sa priorité première est la libération du peuple palestinien par la fin de la colonisation sioniste de la Palestine. Indiquant que la teneur de l'accord conclu, à Alger, entre l'ensemble des fractions palestiniennes, porte « sur des questions centrales et leur traitement », comme, cite-t-il dans ses déclarations « le dossier de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), l'unification des rangs palestiniens et en plus d'autres questions » avant de souligner qu'il a également été convenu, « d'un programme de lutte nationale pour faire face à l'occupation israélienne ». En ce qui concerne le dossier de l'OLP, Barghouthi a déclaré qu'il était convenu, lors de la rencontre de hauts responsables de l'OLP et des fractions palestiniennes, de « l'importance de l'organisation de l'OLP et des mécanismes de son développement ».

Karima Bennour

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE RECOIT MOHAMED YUNUS AL-MENFI

« Au peuple libyen de choisir ses représentants »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a reçu hier le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Yunus Al-Menfi, avec lequel il a discuté des derniers développements de la situation en Libye, reste optimiste quant à l'issue du processus de résolution engagé chez notre voisin.

Et si le président Tebboune est consulté, c'est que la Libye compte toujours sur les bons offices de l'Algérie qui ne démerite pas à son soutien au peuple libyen. EN effet, à l'issue des pourparlers avec le responsable libyen, le président Tebboune a formé le vœu, hier à Alger, de voir la crise libyenne trouver une voie de solution en 2023, affirmant que l'ensemble des pays amis et frères étaient convaincus que les élections sont l'unique solution à la crise, comme il a eu à le dire et à le répéter par le passé. « Nous souhaitons que 2023 soit l'année du règlement de la crise libyenne et marquera la fin de la tragédie du peuple libyen, permettant ainsi à ce pays frère de retrouver sa stabilité, exploiter ses ressources et avancer vers le développement et la prospérité », a



AF - DR

indiqué le Président, dans une déclaration conjointe avec Mohamed Yunus Al-Menfi au sortir de leur entretiens au palais d'El-Mouradia. « Nous sommes optimistes, car tous nos amis occidentaux et nos frères sont, aujourd'hui, convaincus que la crise libyenne ne saurait trouver une voie de solution sans l'organisation des élections dans le respect de la volonté des Libyens sans ingérence étrangère aucune », a poursuivi le Président, ajoutant : « nous sommes entièrement mobilisés pour la prospérité du peuple libyen et la stabilité de la Libye et appuierons le mode de gestion choisi par les Libyens lors de la nouvelle étape ». C'est le cas de le dire encore une fois, car la position

de l'Algérie à l'égard de la situation en Libye demeure inchangée. Sur ce, le Président a rappelé que le pays qu'il dirige avait plaidé pour « une solution libyenne, seule garante de la stabilité, de la prospérité et de l'essor en Libye, à savoir se référer au peuple libyen pour exprimer son choix et conférer la légitimité à celui qui le représente dans le monde à travers les urnes ». Donnant du corps à ses propos, le chef de l'Etat a mis en avant les relations historiques unissant les deux pays frères et voisins, rappelant que les deux peuples avaient commémoré récemment le 65e anniversaire de la bataille d'Issine. Une date à laquelle l'Etat algérien a accordé un intérêt particulier en

reconnaissance aux sacrifices du peuple libyen aux côtés de ses frères algériens durant la Glorieuse guerre de libération, a ajouté le Président Tebboune.

AL-MENFI SE FÉLICITE DU « NOBLE » SOUTIEN DE L'ALGÉRIE

Lui emboitant le pas, le président du Conseil présidentiel libyen s'est hautement félicité, hier à Alger, du « noble » soutien de l'Algérie aux frères libyens, mettant en avant son rôle pivot pour l'étape à venir en vue du règlement de la crise dans son pays, à travers une position arabe unifiée lors du prochain sommet arabe. « Nous nous félicitons hautement du noble soutien de l'Algérie à la Libye, une

position qui aidera le Conseil présidentiel à organiser des élections dans les plus brefs délais et à la concrétisation de la Réconciliation nationale avec le soutien de la jeunesse libyenne qui portera le flambeau de l'Etat libyen indépendant », a indiqué Al-Menfi dans une déclaration conjointe avec le Président Tebboune. Le responsable libyen a mis en avant le rôle « important » de l'Algérie pour l'étape à venir, notamment à l'occasion du Sommet arabe prévu les 1er et 2 novembre à Alger, à travers « une position arabe unifiée concernant la cause libyenne, à même de permettre l'organisation d'élections dans les plus brefs délais ». Pour ce faire, a-t-il ajouté, « nous misons sur la diplomatie algérienne de renom et la clairvoyance du Président Tebboune ». Il a, en outre, rappelé l'existence d'un « consensus général concernant l'importance des élections en tant que seule issue pour le peuple libyen, à travers l'adoption d'une base constitutionnelle pour organiser des élections sans délais, des élections qui constitueront le prélude de la stabilité de la situation politique, et partant de là, la stabilité générale en Libye ». Al-Menfi a aussi déclaré que sa rencontre avec le président Tebboune « a permis de confirmer la solidité des relations bilatérales, notamment en matière de sécurité, de migration et d'autres dossiers d'intérêt commun ».

Synthèse Farid Guellil

PROCESSUS DE PAIX EN LIBYE

Le soutien inépuisable de l'Algérie

Depuis la chute de l'ancien président, Mâamar El-kadafi en 2011, la Libye se cherche toujours une issue pour s'extirper de la guerre qui la range. La crise libyenne est otage des ingérences étrangères. Des interférences à des fins avouées ou non qui ont perduré le climat d'insécurité non seulement en Libye, mais dans toutes la région, notamment avec la prolifération et la circulation incontrôlées des armes, contrebande, et autres trafics de tous genres, conséquence directe de l'instabilité libyenne. Contrairement à ces pays qui travaillent pour leurs propres intérêts étroits au détriment du salut des Libyens, l'Algérie s'est engagée à aider toutes les parties internes à dépasser leurs querelles et à consacrer la réconciliation inter-libyenne. Le processus a été enclenché et se poursuit toujours. C'est certainement dans ce sens que s'inscrit la visite qu'effectue le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Yunus Al-Menfi, à Alger. Arrivé mardi soir, en Algérie pour une visite de deux jours, Al-Menfi a été reçu, hier, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Certes, le sommet de la Ligue arabe est pour bientôt et la Libye était conviée, mais la crise à Tripoli ne sera certainement pas occultée lors de cette rencontre, sachant que le Conseil libyen avait annoncé le lancement du projet de Réconciliation nationale libyenne et le lancement prochain du Forum préparatoire du projet global de Réconciliation nationale libyenne, qui constituera la pierre angulaire de la Conférence de Réconciliation nationale. « Un processus

qui s'inscrit en droite ligne avec la vision algérienne de règlement du conflit en Libye, a rappelé, début octobre, le vice-président du Conseil présidentiel libyen, Moussa Al-Kouni, tout en saluant les efforts de l'Algérie pour trouver une solution consensuelle au problème. Ce processus repose, principalement, sur l'impératif règlement de la crise par les libyens eux-mêmes, en faisant preuve d'impartialité et en assurant l'équidistance par rapport à toutes les parties libyennes, sans exclusive, comme l'a déjà affirmé le Président Tebboune, a-t-il indiqué, saluant les efforts consentis par l'Algérie en vue de prêter main forte aux Libyens pour qu'ils parviennent à un consensus salutaire. L'Algérie, qui reconstruit le gouvernement d'union nationale d'Abdelhamid Dbeïba et qui jouit de la légitimité internationale, a souvent réaffirmé sa disponibilité à partager son expérience en matière de Réconciliation nationale avec les belligérants, mais aussi à les accompagner pour réaliser cet important projet en coopération avec la Commission de haut niveau relevant de l'Union africaine chargée de ce dossier. « Partant de sa propre expérience, l'Algérie souligne l'importance de la consécration de la réconciliation nationale en Libye de manière à régler les différends et resserrer les rangs des libyens, loin de la loi du plus fort », a déclaré, depuis Doha fin mars dernier, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra. « L'Algérie réitère sa disponibilité à partager son expérience réussie en la matière tout en accompagnant les frères

libyens pour concrétiser cet important projet en coordination avec la Commission de haut niveau relevant de l'Union africaine chargée de ce dossier », a-t-il alors ajouté. Par ailleurs, et selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères libyen, l'Allemagne a réitéré, mardi, son soutien pour le gouvernement présidé par Dbeïba. Un gouvernement reconnu par la communauté internationale mais qui se heurte à l'autre exécutif, parallèle, conduit par Fethi Bachagha. La même source fait état d'une rencontre tenue, mardi, en Libye entre la ministre des Affaires étrangères libyenne, Najlaâ El-Menkouche, et l'envoyé spécial allemand pour la Libye, Christian Buck, accompagné de l'ambassadeur Michael Ohnmacht. L'envoyé spécial allemand pour la Libye a, selon la même source, réaffirmé la légitimité du gouvernement d'union en Libye et a réitéré le soutien de Berlin à ce gouvernement dans ses efforts pour la paix et pour la tenue des élections. La possibilité de tenir un troisième round à Berlin a été également évoquée lors de cette rencontre avec l'engagement du gouvernement au respect des accords issus des rencontres « Berlin 1 et 2 ». Pour rappel, un nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Libye a été nommé début septembre. Il s'agit du Sénégalais, Abdoulaye Bathily. Juste après sa nomination, l'Algérie a exprimé sa satisfaction et a réitéré sa volonté de travailler en concert avec le diplomate sénégalais pour résoudre pacifiquement la question libyenne. « L'Algérie accueille avec satisfaction la

nouvelle de la nomination du Professeur Abdoulaye Bathily en tant que Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL). Éminent diplomate et panafricainiste engagé, le professeur Bathily a, à son actif, des contributions remarquables à des œuvres de paix à travers des efforts méritoires de promotion de solutions pacifiques négociées à des situations conflictuelles complexes », avait indiqué le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans une déclaration. « Tout en félicitant chaleureusement le Professeur Bathily pour sa nomination, l'Algérie exprime sa volonté de coopérer étroitement avec lui pour mener à bien la noble mission qui lui est confiée. Elle appelle toutes les parties libyennes à coopérer pleinement avec le Professeur Bathily et à saisir cet heureux développement pour un sursaut collectif salutaire dans l'intérêt du peuple libyen frère », avait ajouté la même source. Mi-septembre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé une invitation officielle au président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Yunus Al-Menfi, pour participer aux travaux de la 31e session du Sommet arabe prévu les 1er et 2 novembre prochains à Alger. M. Mohamed Yunus Al-Menfi a confirmé alors « sa participation en personne aux travaux du Sommet arabe et sa contribution, aux côtés des dirigeants des pays arabes frères, pour sortir avec des résultats concrets et positifs ».

Brahim Oubellil

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE, POUVOIR D'ACHAT ET LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Paroles aux sénateurs

La majorité des membres du Conseil de la nation intervenant hier lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, ont plaidé pour l'amélioration de la vie sociale et économique du citoyen.

En marge de la plénière consacrée au débat sur la Déclaration de politique générale du gouvernement, présentée mardi par le Premier ministre Aïmène Benabderrahmane, le vice-président du Conseil de la nation, le sénateur Fouad Sebouta a fait savoir au Courrier d'Algérie que ce plan représente un résumé des activités de l'Exécutif. Signalant que les préoccupations sont nombreuses et que le staff de Benabderrahmane doit déployer plus d'effort pour répondre aux besoins des citoyens.

Après avoir salué les dernières décisions « courageuses » du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant les problèmes rencontrés en cette période, le parlementaire n'a pas caché les carences enregistrées dans le travail du gouvernement. « En tant que parlementaires nous allons plaider en faveur du citoyen, notamment en ce qui concerne le dégel des projets à l'arrêt dans le secteur de la santé, l'éducation, les travaux publics », a-t-il indiqué, insistant sur la résolution définitive du problème des zones d'ombre qui persiste toujours. « Plusieurs communes isolées souffrent sans l'électricité, le gaz, l'eau et les infrastructures de base comme les écoles etc. » Quant au pouvoir d'achat, Sebouta a proposé la régulation du marché en luttant contre le circuit parallèle. « Il faut aussi revoir les salaires de tous les tra-



Ph : Mourad Sid

vailleurs, entre autre les retraités », insiste-t-il, tout en appelant à ouvrir un dialogue global autour de cette question avec les différents acteurs et concernés avant d'élaborer n'importe quel projet de loi et ce pour pouvoir l'appliquer sur le terrain.

FOUAD SEBOUTA : « NOUS TRAVAILLONS POUR REDONNER À LA DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE SA PLACE »

Concernant la diplomatie algérienne, le même sénateur a salué fortement le retour de la diplomatie algérienne sur la scène internationale. Il a par ailleurs, indiqué que « pendant des années le parlement algérien était absent à l'instar de la diplomatie étrangère ». « Aujourd'hui nous travaillons pour redonner la diplomatie parlementaire sa place », indiquant que le prochain Sommet arabe sera une occasion pour renforcer la position de cette dernière.

De son côté le sénateur Abdelkader Djeddi du FLN, s'est interrogé sur le devenir d'une série de mesures prises par l'État pour améliorer la vie du citoyen. Parmi d'autres, il cite le projet des subventions ciblées et le guichet unique. « Depuis trois ans,

on entend parler de cette mesure sans qu'il ait une application sur le terrain », se demande-t-il. Aussi, il a évoqué le pouvoir d'achat touchant en premier lieu, et selon lui, le citoyen à faible revenu. « C'est un sujet qu'on a abordé avec le Premier ministre, la dégradation du pouvoir d'achat ne concerne pas uniquement le citoyen à faible revenu, mais aussi elle touche la classe moyenne », précise-t-il. À ce titre, il a appelé l'Exécutif dans une déclaration au Courrier d'Algérie, à prendre des mesures urgentes pour assurer une vie descente au citoyen.

ABOUDJERRA SOLTANI : « LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE DOIT ÊTRE AU SERVICE DU CITOYEN »

Aussi, Aboudjerra Soltani, sénateur du tiers présidentiel, a espéré que le gouvernement puisse poursuivre d'exposer son plan d'action au moins une fois par an. « C'est comme un contrôle sur le travail de l'Exécutif, une évaluation est une occasion pour rattraper les retards causés », explique Soltani, qui a salué le travail fait par les autorités dans les secteurs de la santé, l'habitat, l'éducation, l'enseignement

supérieur et les travaux publics. « C'est un travail excellent », qualifie-t-il. En revanche le même sénateur a regretté la dégradation du pouvoir d'achat malgré les efforts déployés par l'Etat. « Certes l'Etat a consacré des transferts budgétaires énormes pour améliorer le pouvoir d'achat, mais le citoyen ne sent pas le progrès dans ses conditions de vie, notamment côté social ». Du coup poursuit-il, « on plaide pour que le développement économique soit en faveur du citoyen et de la société conformément aux normes internationales ». Citant au passage l'accélération de l'application de la subvention directe au citoyen à travers un recensement des personnes nécessiteuses.

NOUARA SAËDIA DJAËFAR : « LA LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION EST L'AFFAIRE DE TOUS »

Également la sénatrice du tiers présidentiel et membre de l'Union des femmes parlementaires arabes contre la violence faite aux femmes, Nouara Saadia Djaïfar, a abordé dans son intervention le volet social, affirmant que l'Etat a pris plusieurs mesures pour améliorer le pou-

voir d'achat et garantir une vie descente à ses citoyens. Notamment, à travers l'augmentation des salaires et la création de l'allocation du chômage. Affirmant que cette politique ne donnera pas ses fruits si « on ne trace pas une feuille de route claire comportant des objectifs courts, moyens et à terme ». Aussi Nouara Djaïfar a appelé à renforcer le contrôle sur le terrain pour lutter contre toute sorte des « marchés noirs » et spéculation et ce avec la participation de tous les secteurs ministériels car « ce n'est pas uniquement la responsabilité du ministère du Commerce », affirme-t-elle.

Il importe de rappeler, que la déclaration de politique générale du gouvernement, présentée mardi au Sénat, comprend les données relatives à la mise en œuvre des actions engagées par les différents secteurs, ainsi que le bilan des réalisations du gouvernement depuis l'adoption de son plan d'action en septembre 2021. Le Premier ministre avait indiqué lors de son exposé que « la conjoncture internationale difficile et complexe n'a pas entamé la volonté de l'Etat de poursuivre la mise en place des mesures nécessaires pour relancer l'activité économique et alléger la charge des entreprises impactées », signalant à ce propos les principales réalisations du Gouvernement visent à stabiliser les prix et à assurer la pérennité des entreprises.

Sarah Oubraham

INDUSTRIE MILITAIRE 348 véhicules de marque Mercedes-Benz livrés

Dans le cadre de la satisfaction des besoins des structures du ministère de la Défense nationale et des différentes entreprises nationales, publiques et privées, et sous la supervision directe de la Direction des fabrications militaires du MDN, il a été procédé, mardi, à Tiarat en 2ème Région militaire, à la livraison de 348 véhicules de marque Mercedes-Benz destinés à l'intervention rapide, au transport de personnels, au transport sanitaire (ambulances) et au transport de marchandises, fabriqués par la Société algérienne de fabrication des véhicules de marque Mercedes-Benz «SAFAV-MB», et ce, au profit de la direction centrale du matériel du MDN, de la direction générale de la Sûreté nationale, des administrations publiques ainsi que des entreprises économiques civiles, publiques et privées. Cette opération s'inscrit dans la stratégie adoptée par le ministère de la Défense nationale avec les différentes structures publiques et entreprises économiques, visant à relancer l'industrie nationale avec des produits de qualité répondant aux normes internationales.

Ania Nch

KAMEL BADDARI À LA 5E CONFÉRENCE INTERMINISTÉRIELLE DE DIALOGUE 5+5 À NOUAKCHOTT

Pour une université productive et innovante

Dans le cadre des travaux de la 5e conférence interministérielle de dialogue 5+5 sur la recherche scientifique, l'innovation et l'enseignement supérieur, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a fait part, depuis Nouakchott, de l'engagement de l'Algérie à adopter les différents processus de réforme, en vue de stimuler l'investissement, encourager l'initiative et favoriser des partenariats économiques solides, qui sont essentiels dans toute la région de la Méditerranée. « L'Algérie aspire à renforcer le partenariat et la coopération scientifique et technologique entre les pays membres du dialogue 5+5, tant par la concrétisation des projets d'accords bilatéraux ou multilatéraux qu'à travers des programmes internationaux de recherche et d'innovation à la faveur du financement commun à l'image du programme PRIMA ou

bien via le programme Horizon Europe 2021-2027 sur la recherche et l'innovation financé par l'Union européenne et il s'agit là d'indicateur de l'ouverture des universités algériennes à l'échelle internationale », a expliqué Baddari. S'appuyant sur le rôle important que la science et la technologie dans le développement durable de l'économie et de la société, à travers l'innovation universitaire et l'enseignement créatif, Mr. Baddari a souligné que tous les efforts de son ministère tendent « à faire de l'Université une institution sociale influente dans la société, à la faveur des projets et des diplômés ». Tout en affirmant que l'université est une source stratégique pour les idées en développement, le MES a mis en avant l'importance « d'impliquer les étudiants dans le développement industriel et leur permettre de s'ouvrir à l'environnement socio-économique, en leur offrant des formations à caractère professionnel et en créant

des groupes de recherche communs ». Dans son allocution, Baddari a souligné le « rôle de l'entrepreneuriat et la culture entrepreneuriale au sein des établissements universitaires, par l'accompagnement des diplômés et des chercheurs dans leurs démarches visant à créer des pépinières d'entreprises et des start-up ». Soulignant que l'Etat a mobilisé « tous les moyens de réussite et de succès » pour les jeunes, le ministre a mis en exergue les efforts du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en vue de réaliser de véritables opportunités d'innovation, créer la richesse et soutenir la création de PME et partant booster le développement. Un rendez-vous qui a permis au ministre algérien de rencontrer ses homologues tunisien, libyen et mauritanien.

H. S. A.

HACÈNE MENOUAR, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION « EL-AMAN », SUR LA LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ET LA CONTREBANDE

« Un traçage des réseaux de distribution est très efficace »

Le président de l'association El-Aman pour la protection des consommateurs, Hacène Menouar, estime que la lutte contre le phénomène de la spéculation et des pénuries en plus de la contrebande doit également se faire à travers la mise en place d'un système de contrôle du réseau de distribution outre la criminalisation des spéculateurs.

Joint hier pour se prononcer sur les dernières mesures prises par les hautes autorités en vue de lutter contre ce phénomène qui met en péril l'économie nationale et touche directement au pouvoir d'achat des Algériens, Hacène Menouar a affirmé que bien que le durcissement des sanctions contre les spéculateurs puisse représenter en effet une solution efficace, la démarche, estime-t-il, ne peut se faire seule sans le renforcement du contrôle du réseau de distribution qui permettra de détecter les fuites et les failles facilement.

À ce propos, Hacène Menouar a expliqué qu'en mettant en place ce dispositif de contrôle, cela permettra de ne pas retomber dans le même problème de sorte à ne



Hacène Menouar, président de l'association El-Aman

plus céder le champ aux organisations et aux réseaux criminels de créer encore la même situation de pénuries et de hausse de prix inexpliquées. Notre interlocuteur propose, à cet effet, la numérisation de ce créneau de distribution permettant d'avoir une meilleure traçabilité de la marchandise. Une démarche qui est, ajoute-t-il, du ressort du ministère du Commerce,

rappelant que celle-ci a été adoptée avec les producteurs qui ont été enregistrés de manière numérique et contrôlée. « Il est important qu'il y ait un réseau qui puisse permettre aux autorités compétentes de contrôler et de détecter toutes les fuites possibles, et c'est à travers ce travail que ceux qui seront pris la main dans le sac seront évidemment sanctionnés selon

les nouvelles lois », a déclaré le représentant de l'association El Aman.

« LES ENQUÊTES DOIVENT ÊTRE MENÉES MINUTIEUSEMENT »

Par ailleurs, Hacène Menouar considère que la criminalisation des spéculateurs bien qu'elle puisse aboutir à réduire le phénomène de la spéculation de manière considérable, celle-ci ne doit pas pour autant constituer un élément de découragement pour l'investissement dans le domaine. Il a expliqué son idée par le fait qu'il arrive que « les services concernés ne fassent pas la différence entre les gens qui travaillent dans le cadre de l'informel et ceux qui sont dans un cadre formel ». C'est pour cette raison, a-t-il dit, que l'association qu'il dirige insiste à ce que « les enquêtes se fassent de manière minutieuse » afin de « ne pas décourager » les opérateurs « honnêtes » qui travaillent dans un cadre réglementaire.

Ania Nch

POUR SPÉCULATION SUR L'HUILE DE TABLE Trois opérateurs économiques arrêtés à Batna

Selon un communiqué du parquet du tribunal de Batna, les services de la Gendarmerie nationale relevant de cette wilaya ont arrêté trois opérateurs économiques, à l'issue d'enquêtes sur la pénurie et la spéculation illicite sur l'huile de table. Les trois individus arrêtés sont poursuivis pour les chefs d'accusation d'évasion fiscale, d'émission de fausses factures pour la spéculation illicite sur l'huile de table, a précisé le communiqué, avançant des preuves sur des pratiques commerciales frauduleuses par l'émission de fausses factures de grandes quantités d'huile de table et des

preuves d'émission de factures pour des commerçants fictifs. À l'issue des enquêtes menées suite à une plainte déposée par le bureau de wilaya de la protection du consommateur sur la pénurie et la vente sous condition de l'huile de table, il s'avère que 23 accusés, en état de fuite, sont impliqués dans la spéculation illicite, l'évasion fiscale et l'émission de fausses factures, précise-t-on de même source. Les trois mis en cause ont été placés en détention provisoire après avoir été présentés devant le parquet de la République près du même tribunal.

A. N.

L'ALGÉRIE ACCÉLÈRE SA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

850 écoles scolarisées et 300 en cours de finalisation

Invité, hier, à l'émission « L'Invité de la rédaction » de la Chaîne 3, le commissaire aux énergies renouvelables auprès du Premier ministre, Noureddine Yassa, a abordé la question de la transition énergétique et a appelé à la relance de la loi de 2002 qui contient des mesures d'incitation à l'investissement dans le renouvelable et les mesures à prendre en vue d'employer les ressources existantes.

Selon Yassa, un rapport détaillé a été remis au Premier ministre en 2020/2021 contenant un état des lieux pour les 10 années passées et une feuille de route consistante qui couvre la maîtrise de la consommation énergétique et explique le processus de transition énergétique et ses besoins tels que la mobilisation des financements, le renforcement de capacité ainsi qu'un transfert des technologies. Le rapport propose une Transition énergétique durable et équitable pour atteindre 17 objectifs du développement

durable. Le rapport évoque également 850 écoles scolarisées et 300 en cours de finalisation.

Après les instructions du président à aller vers l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les collectivités locales. Dans le même rapport un bilan concernant les formations universitaires professionnelles a été fourni au Premier ministre parlant de 2 000 étudiants diplômés en licence et master dans le domaine des énergies renouvelables, 1 800 docteurs et 300 sont diplômés dans la formation professionnelle entre 2020 et 2021. Selon le commissaire, ces jeunes vont permettre de préparer la transition énergétique. « Nous sommes en train de travailler pour accélérer la prolongation de ces textes d'application, et libérer ainsi les initiatives. Cela va permettre à nos nouveaux diplômés de créer une nouvelle dynamique et s'impliquer davantage dans la transition énergétique », dit-il.

Yassa a insisté sur la mise à jour des

textes d'application et accélérer la prolongation des textes d'application de la loi sur l'électricité 2002 « qui contient des mesures d'incitation dans l'investissement dans les renouvelables, est une nécessité sans laquelle la transition énergétique ne pourrait s'opérer de manière claire » et estime que la mise en œuvre d'un système de rémunération va encourager et inciter toutes les institutions à généraliser l'utilisation de l'énergie solaire et passer automatiquement à l'utilisation individuelle de l'énergie solaire.

Ce dernier a clôturé avec un rappel du programme présenté au Premier ministre intitulé « transition énergétique : accélération du développement des énergies renouvelables » précisant qu'il y a une acceptabilité vers le solaire, il manque les conditions favorables à travers une mobilisation des financements, un renforcement de capacité ainsi qu'un transfert des technologies.

M. Seghilani

SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION

15 moulins oléicoles algériens au rendez-vous de Paris

Quinze moulins oléicoles algériens participeront au Salon international de l'alimentation (SIAL 2022) qui se tiendra du 15 au 19 octobre à Paris, et ce, dans le cadre du Programme d'appui au secteur de l'agriculture en Algérie (PASA), a indiqué un communiqué du PASA. Selon la même source, le Salon a réservé et aménagé un stand PASA- Pôle Soummam au cœur du SIAL Paris 2022, ajoutant que le stand accueillera une sélection de 15 huileries, entre exportateurs et primo exportateurs, de la zone projet étendue, englobant Bejaïa, Bouira, Tizi Ouzou, Jijel, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Médéa et Boumerdès. Le choix des moulins oléicoles participants au salon a été arrêté en fonction des critères liés à la qualité de l'huile vierge extra, analysée et contrôlée par le laboratoire agréé de l'Institut national de recherche en agronomie d'Algérie (INRAA), la bouteille en verre opaque, étiquetée conformément à la réglementation et dotée du code barre. Les critères concernent également « les volumes disponibles et suffisants pour satisfaire les acheteurs et distributeurs », ajoute le communiqué. Le PASA- Pôle Soummam est financé par l'Union Européenne (UE), en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et l'INRAA, Expertise France et l'Agence française de coopération technique internationale. Le programme réalise des activités pour le renforcement des acteurs du secteur stratégique de l'oléiculture, dont l'appui à l'urgence, et la visibilité des acteurs privés pour la mise en marché et l'exportation des huiles d'olive, selon la même source. Avec près de 500.000 hectares de terres agricoles réservées aux oliviers, l'Algérie est l'un des grands pays producteur et consommateur d'huile d'olive. La filière oléicole constitue actuellement « un des segments stratégiques pour le développement de l'économie en Algérie » conclut le communiqué de PASA.

L. Zeggane

ÉDUCATION

Promotion aux grades pour 36 000 postes budgétaires

Le ministère de l'Éducation nationale s'apprête à entamer une opération de promotion aux grades d'enseignant principal et d'enseignant formateur. Dans un communiqué rendu public, les services du MEN expliquent que cette opération de promotion, pour laquelle a été consacré par moins de 36 000 postes budgétaires, concernera les enseignants des trois paliers éducatifs et sera organisée sur deux étapes. La première étape consiste à s'inscrire dans les listes de qualification pour les enseignants titulaires ayant prouvé une expérience de travail de 10 ans pour être promu au grade d'enseignant principal et enseignant formateur en même temps, pour laquelle 10208 postes budgétaires ont été consacrés. De ce qui est de la seconde étape, celle-ci consiste en la participation aux épreuves professionnelles consacrées aux enseignants titularisés et principales ayant cumulé 5 années d'expérience pour être promu au grade d'enseignant principal et formateur et pour laquelle ont été consacrés 25 972 postes budgétaires. La date de la tenue de cette opération de promotion sera annoncée ultérieurement, a conclu le communiqué.

A.. N.

LES VERTS OUS

EN ATTENDANT LA CONFIRMATION DE LA JOUË AMICALE CONTRE LA SUÈDE

Belmadi veut disputer deux rencontres en novembre prochain

Si l'entraîneur national, Djamel Belmadi, n'a voulu ni confirmer ni infirmer l'opposition devant réunir la sélection algérienne face à son homologue suédoise au cours de la prochaine date FIFA du mois de novembre à venir, tout indique que la programmation de cette rencontre est désormais sur la bonne voie.

Selon nos informations, les deux parties attendent seulement le feu vert des autorités françaises pour la domiciliation de ce rendez-vous. On parle d'ailleurs de Marseille comme étant la ville la plus plausible pour accueillir cette rencontre.

Il n'est pas à écarter aussi que les responsables de la FAF sollicitent les autorités de Lille, dans le nord de la France, pour accueillir cette partie, sachant que le stade de cette ville avait déjà vu les Verts se produire en 2020 contre la Colombie, dans un match amical soldé par la victoire des coéquipiers de Mahrez sur le score de 3-0. En attendant que tout soit tiré au sujet de cette rencontre face à la Suède, l'équipe nationale ne connaît toujours pas son programme complet au cours de son stage de novembre.

Entre-temps, on croit savoir que Belmadi étudie d'autres propositions pour disputer une deuxième partie, celle-ci, se



jouerait le 16 novembre soit 3 jours avant le match devant la Suède. Ainsi donc, et à cause de cette situation, la sélection nationale ne sait toujours pas où elle effectuera le début de son stage.

Selon les dernières nouvelles en provenance de la FIFA, la fenêtre ne durera qu'une semaine pour les équipes non qualifiées à la Coupe du monde, les joueurs seront donc libérés par leurs clubs à partir du 13 ou du 14 novembre, et doivent être libérés au lendemain du match contre la Suède soit le 20 novembre.

Malgré cette petite semaine, Belmadi entend jouer 2 rencontres : soit contre un adversaire qui jouera en Europe, soit un team africain qui aura à se déplacer à Baraki pour disputer une rencontre amicale le 16 novembre, avant le déplacement vers la France le lendemain.

C'est dire que rien n'est encore ficelé et la FAF a encore quelques jours pour tracer le programme et permettre à Belmadi de se concentrer sur le choix de sa liste avec très probablement l'arrivée annoncée des nouvelles têtes.

Hakim S.

CE SERA LE TROISIÈME CLUB FRANÇAIS DANS LA CARRIÈRE DU JOUEUR

L'AC Ajaccio au secours de Belaïli

Alors que l'on s'attendait à ce qu'il revienne dans le Golfe pour exercer dans l'un des championnats de cette région, tout indique que c'est plutôt en France que Youcef Belaïli poursuivra son aventure.

En effet, deux semaines après la résiliation de son contrat avec le Stade Brestois, le natif d'Oran est sur le point de rejoindre un nouveau club en Ligue 1 en l'occurrence l'AC Ajaccio. Peu de temps après son départ de Bretagne, l'attaquant international algérien ne devrait pas chômer donc longtemps puisque selon plusieurs médias, l'AC Ajaccio s'apprête à le recruter en tant que Joker.

Ce statut spécial permet d'engager un joueur, impérativement licencié en France,



après la date butoir imposée par le mercato. Le milieu offensif des Verts devrait d'ailleurs s'envoler en Corse dans les prochaines heures pour poursuivre les négocia-

tions avec son éventuelle nouvelle équipe.

Sa signature avec l'équipe entraînée par Olivier Pantaloni devrait se faire au plus tard ce mercredi.

Sauf retournement de situation, l'ACA sera le 3e club français au sein duquel Youcef Belaïli va évoluer, après Angers et Brest, deux clubs avec lesquels l'ancien usmiste n'est pas allé au bout de son contrat.

Tout le monde, en premier lieu le sélectionneur national Djamel Belmadi, espère que cette fois sera la bonne pour Belaïli, plus que jamais besoin de stabilité pour s'épanouir davantage.

D'ailleurs, Belmadi avait évoqué son sujet lors de sa dernière conférence de presse à l'issue du précédent match contre le Nigéria, non sans avoir conseillé au joueur de faire preuve de sérieux et de patience pour réussir dans le monde de professionnalisme.

H. S.

CHLEF. GICA

La cimenterie a exporté un million de tonnes de clinker

La cimenterie de Chlef, relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie "GICA" a exporté, depuis le début de l'année en cours à ce jour, un million de tonnes de clinker, a indiqué, lundi à Oran, le président directeur général de l'usine.

Dans une déclaration à l'APS, M. Kada Dinar a souligné, en marge de la 19^{ème} édition du Salon International de l'Immobilier, de la Construction, de l'Habitat et des Travaux publics "Bati West 2022", ouverte, dimanche au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, que cette quantité de clinker a été exportée vers la France, l'Espagne et l'Italie, ainsi que vers des pays d'Afrique et d'Amérique latine à partir des ports de Ténès (Chlef) et d'Oran. Le même responsable a ajouté qu'une autre cargaison de 9.000 tonnes de clinker a été exportée vers l'Italie à partir du port de Ténès. Par ailleurs,

Kada Dinar a indiqué que seulement 200.000 tonnes de clinker produites dans l'usine, ont été exportées au cours de l'année écoulée, en raison des répercussions de la pandémie de Corona, alors que la cimenterie aspire à exporter 1,4 million de tonnes du même produit d'ici la fin de cette année. Le même responsable a relevé que le marché national est "saturé de ciment et nous prévoyons, l'année prochaine, d'exporter la plus grande quantité possible de clinker et de ciment". D'autre part, le P-

DG de la cimenterie de Chlef a révélé que cette année 2.000 tonnes de ciment ont été exportées vers l'Angleterre depuis le port d'Oran, alors que l'usine ambitionne, l'année prochaine, de doubler ses exportations de ciment vers les pays européens et africains.

La cimenterie de Chlef relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie dispose de trois lignes de production d'une capacité totale de 4.200.000 tonnes par an de ciment, en plus du clinker. Le

salon "Bati West 2022" abrite une centaine d'exposants représentant des entreprises nationales et d'autres provenant du Portugal, de Tunisie, de Chine et de Finlande, ainsi que des établissements bancaires spécialisés dans le domaine de l'immobilier. Des structures relevant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnel sont présentes également à ce salon de cinq jours, mis sur pied par l'agence "SB Events Com Company", rappelle-t-on.

JIJEL. RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Achèvement des travaux de raccordement de plus de 300 exploitations agricoles

Les travaux de raccordement au réseau électrique de 307 exploitations agricoles, réparties sur diverses communes de la wilaya de Jijel, ont été achevés, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Ce nombre d'exploitations agricoles (307), fait partie d'un total de 549 dossiers déposés auprès de cette direction pour le raccordement des fermes agricoles à l'énergie, a précisé la même source. Parmi les 307 exploitations dont les travaux ont été entièrement finalisés, 198 exploitations soit 64 % du taux global, ont bénéficié actuellement des bienfaits de cette énergie propre, a précisé la même source, soulignant que la mise en service du réseau, pour le reste des exploitations, est attendue durant les tous prochains jours. L'opération de dépôt des dossiers par les agriculteurs désireux de bénéficier de raccordement au réseau électrique, est toujours en cours, ont fait savoir les responsables de la DSA. Tous les dossiers ayant été reçus, remplissant les conditions requises, ont été transférés à la direction locale de la concession de distribution d'électricité et du gaz afin de programmer le processus de leur raccordement.

AÏN-TÉMOUCHENT.

HAMMAM BOUHADJAR

Distribution prochaine de 165 logements publics locatifs

Pas moins de 165 logements publics locatifs seront attribués prochainement dans la commune de Hammam Bouhadjar (Ain Témouchent), après affichage de la liste des bénéficiaires ce lundi, a-t-on appris auprès des services de la daïra de Hammam Bouhadjar. La liste des bénéficiaires a été rendue publique dans la commune de Hammam Bouhadjar, selon la même source. Parallèlement, les recours sont ouverts aux citoyens pour un délai n'excédant pas huit jours suivant les procédures légales en vigueur, a-t-on indiqué. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la distribution progressive d'un quota global de 1.400 logements de diverses formules (logement public locatif, logement promotionnel aidé et habitat rural), touchant l'ensemble des communes de la wilaya. Le wali d'Ain Témouchent M'hamed Moumen avait insisté dernièrement sur le lancement de leur attribution avant la fin d'année en cours. L'opération se poursuivra au cours du mois d'octobre en cours avec la distribution de 225 logements publics locatifs dans la commune de Sidi Benadda et le relogement au titre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP) dans la commune d'Ain Témouchent, en plus de l'attribution de 171 logements publics locatifs dans cette commune.

Pub

ANNABA. RÉGIONS ENCLAVÉES

Lancement d'un programme de promotion, de réhabilitation et de rattrapage

Plusieurs programmes de développement ciblant une population de 32.397 personnes répartie entre les mechtas et régions enclavées ont été retenus dans la wilaya d'Annaba dans le cadre des programmes de promotion, de réhabilitation et de rattrapage lancés depuis 2020, a-t-on indiqué mardi à la wilaya.

La même source a précisé que 110 localités éloignées et reculées de plusieurs communes de la wilaya ont bénéficié, à la faveur des programmes d'amélioration des conditions de vie des habitants, d'opérations d'approvisionnement en eau potable, de réalisation de réseaux d'assainissement, d'ouverture et d'entretien de routes, d'éclairage, en plus d'actions d'extension des classes, d'ouverture de salles de soin, de réalisation de stades de proximité et de protection contre des risques naturels. Selon les services de la wilaya, ces programmes ont concerné les secteurs en rapport à la vie quotidienne des citoyens et sa qualité notamment l'accès à l'eau, à l'électricité, au gaz, à l'éducation, à la santé et au transport. Pas moins de 317 opérations ont été ainsi lancées depuis 2020, pour une enveloppe financière de plus de 1,9 milliard DA, selon les mêmes services qui ont fait état de l'achèvement, le 1er octobre courant, de pas moins de 297 de ces opérations, alors que le reste sera réceptionnée "avant fin décembre 2022". L'ouverture de tronçons routiers et leur raccordement au réseau de chemins communaux ainsi que l'entretien des pistes et routes dégradées figurent en tête de ces programmes avec 83 opérations et ont été suivies par l'approvisionnement en eau potable avec 75 opérations et la réalisation de réseaux

ORAN. ÉDUCATION

Dotation prochaine de quatre écoles primaires de tablettes électroniques

Quatre (4) écoles primaires de la wilaya d'Oran seront dotées, durant le mois d'octobre en cours, de tablettes électroniques, dans le cadre du programme de l'école numérique pour l'année scolaire 2022-2023, a-t-on appris mardi du directeur de l'éducation. Abdelkader Oubelaïda a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette opération lancée par le ministère de l'Éducation nationale profite à 12 classes à travers 4 écoles primaires. Les classes de la 3e, 4e et 5e année de chaque écoles vont bénéficier de cette opération, en attendant la généralisation de cette initiative au restant des établissements éducatifs. Cette opération vise à alléger le poids du cartable scolaire ainsi que l'utilisation du manuel scolaire numérique, de même que l'encouragement de l'enseignement digital au profit des élèves, ce qui permet de les aider à augmenter le niveau et le rendement scolaires, a-t-on assuré. Ce genre de tablettes électroniques comporte des applications adaptées aux programmes scolaires au profit des élèves concernés par cette opération pilote, a ajouté M. Oubelaïd, faisant savoir que 30 classes du primaire ont été dotées, l'an dernier, de tablettes électroniques.



Ph: DR

d'assainissement avec 58 opérations, selon la même source. La commune d'El Eulma est venue en tête des communes ciblées par ces programmes avec 37 localités retenues, totalisant une population de 7.926 personnes dont celles d'El Azla, Hashassia, mechta Rayhane et Sidi Hamed, a-t-on relevé. Dans les deux communes montagneuses de Séraïdi et Chetaïbi, 15 zones enclavées peuplées de 3.878 personnes ont été concernées par les mêmes pro-

grammes. Parmi les zones concernées figurent celles de Ghedir Zen, Zaouïa et Zekaâ dans la commune de Chetaïbi, ainsi que Romanette, Ain Berbar et Fedj Leh-mam dans la commune de Séraïdi. Les opérations dont la réception est prévue "avant fin décembre prochain" portent sur des travaux d'aménagement de l'environnement engagés dans les communes d'El Eulma, Sidi Amar, Séraïdi, Chétaïbi, Tréat, El Hadjar et Ain Berda, selon la même source.

KHENCHELA. COLLECTIVITÉS

Lancement des travaux d'aménagement et de réalisation de 4 zones d'activités

Le coup d'envoi des travaux d'aménagement et de réalisation de quatre (4) zones d'activités industrielles a été donné mardi dans les communes d'El Mehmél, Ain Touïla, Taouzianet et R'mila de la wilaya de Khenchela. Le wali de Khenchela, Youcef Mehïout, a ainsi lancé les travaux d'aménagement de deux grandes zones d'activités dans les communes d'El Mehmél et Ain Touïla, et deux petites zones d'activités dans les communes de R'mila et Taouzianet dans le cadre de la mise en œuvre du programme complémentaire

de développement retenu pour la wilaya. Dans son exposé sur ces projets, le directeur de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction, Iskendar Herath, a indiqué qu'une enveloppe financière de 1,63 milliard DA a été mobilisée pour l'aménagement et la réalisation de ces quatre (4) zones d'activités. Les travaux retenus portent sur l'ouverture de routes, la réalisation de canalisations d'assainissement et d'eau potable, l'aménagement de routes et trottoirs et l'éclairage public par panneaux photovoltaïques, a-t-il ajouté. Ces quatre zones

d'activités totalisent une superficie globale de 157 hectares et leur aménagement est prévu dans un délai n'excédant pas cinq mois en vue de leur mise en exploitation "avant la fin du 1er trimestre 2023", est-il indiqué. Intervenant à l'occasion, le wali a mis l'accent sur la nécessité de respecter les délais contractuels de ces projets et d'œuvrer à les réduire tout en respectant les normes de qualité requises afin de les distribuer dans les plus proches délais aux investisseurs pour concrétiser leurs projets générateurs de richesses et d'emplois.

SKIKDA. CIMENTERIE HADJAR-SOUD

Exportation de 300 000 tonnes de clinker depuis début 2022

La société des ciments de Hadjar-Soud (Est de Skikda), filiale du groupe public GICA, a exporté 300.000 tonnes de clinker depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mardi auprès de son PDG. Dans une déclaration en marge d'un salon économique organisé à la maison de la culture Mohamed-Seradj par la direction du commerce et de promotion des exportations et la chambre du commerce de l'industrie, CCI-Safsaf, Youcef Merabet a précisé que ce chiffre a déjà dépassé les prévisions d'exportation pour l'année en cours qui tablaient sur 200.000 tonnes. D'ici à la fin de l'année, les quantités de clinker exportées via les entreprises portuaires de Skikda et d'Annaba devront atteindre 500.000 tonnes, a-t-il assuré. Les exportations ont été dirigées vers plusieurs pays

d'Afrique orientale et occidentale dont la Mauritanie, la Guinée, le Sénégal et la Côte D'ivoire, ainsi que certains pays d'Amérique latine, la République dominicaine et Haïti, a-t-il précisé. La cimenterie Hadjar-Soud a produit, depuis début 2022 au 20 septembre passé, 700.000 tonnes de ciment, a ajouté son PDG qui a fait état d'un "projet prometteur" permettant d'augmenter la production à 1,8 million tonnes/par an d'ici 2024. Le salon économique de deux jours a connu la participation de 30 exposants de la wilaya activant dans les secteurs de l'agroalimentaire et l'industrie, selon les organisateurs qui ont indiqué que l'objectif est de favoriser les échanges entre opérateurs économiques et de vulgariser les dispositions légales organisant les opérations d'exportation.

TAMANRASSET. INDUSTRIE

De nouvelles unités de production lancées prochainement

Le tissu industriel de la wilaya de Tamanrasset sera renforcé prochainement par de nouvelles unités de production, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Appelées à promouvoir les opportunités d'investissement dans la région, ces entités économiques, localisées dans la zone d'activités "Tidissi", capitale de l'Ahaggar, devront générer plus de 300 emplois directs. Ces unités, ayant fait l'objet d'une récente visite des autorités locales, consistent en une laiterie appelée à générer 15 emplois permanents, un abattoir d'une capacité de 750 têtes de bétail (viandes rouges), ovin, bovin, caprin et camelin, en sus des volailles (viandes blanches) devant employer 86 personnes, ainsi qu'une unité de production des pâtes alimentaires et une viennoiserie. Il est également prévu la réalisation d'une minoterie d'une capacité de production de 300 tonnes/j de farine, d'une limonaderie et d'une marbrerie, selon les explications fournies à la délégation locale. Le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraâ, a lors de cette tournée d'inspection, indiqué que ces projets d'investissement, retenus au titre de la zone de Tidissi, constituent une valeur ajoutée et devront propulser la cadence de la production industrielle locale. Après avoir rassuré qu'il sera procédé à l'accompagnement des promoteurs et des jeunes promus des universités et des établissements de la formation pour s'insérer dans le marché de l'emploi, le wali a mis l'accent sur la conjugaison des efforts pour promouvoir l'investissement après la promulgation de la nouvelle loi de l'investissement.

RELIZANE. DSA

La campagne labours-semilles cible près de 155.000 ha

La campagne labours-semilles de la saison agricole 2022-2023 dans la wilaya de Relizane cible une superficie de plus de 154.910 hectares, a-t-on appris mardi auprès de la direction des services agricoles (DSA). Selon les projections faites par la DSA, la campagne qui sera lancée prochainement, verra la culture de plus de 70 % de la superficie ciblée en blé dur et tendre, tandis que le restant de la superficie sera consacré à l'orge et l'avoine, en plus de 9.120 ha destinés à la production des semences. La superficie programmée de cette campagne est répartie sur plus de 100.000 ha de blé dur, 13.000 ha de blé tendre, plus de 35.000 ha d'orge et 6.000 ha d'avoine. Pour la réussite de la campagne labours-semilles, un guichet unique pour le crédit Rfig destiné aux agriculteurs a été mis en place en juillet dernier au niveau de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Relizane, a indiqué à l'APS le directeur de la CCLS, Aboubakr Kellakhi. Cette coopérative a fourni plus de 113.000 quintaux de semences et plus de 5.700 qx d'engrais, a-t-il fait savoir, soulignant que les engrais de même que les semences et autres facteurs de production sont disponibles en quantité suffisante pour la réussite de la saison agricole. La DSA de la wilaya a mobilisé, pour cette saison, un important matériel agricole dont 3.397 tracteurs et 10.665 autres équipements d'accompagnement. La wilaya de Relizane a réalisé, durant la saison agricole 2021-2022, une production de plus de 1.300.000 quintaux de différentes variétés de céréales dont plus de 933.000 qx ont été stockés, selon la direction du secteur.

CONTESTATION EN IRAN

Plus de 100 «émeutiers» inculpés, selon l'Autorité judiciaire

Plus de 100 personnes ont été inculpées en Iran, a déclaré mercredi l'Autorité judiciaire, sur fond de manifestations déclenchées à travers le pays par la mort de Mahsa Amini après son arrestation par la police des mœurs.

L'Autorité a annoncé "la mise en accusation de 60 personnes" à Téhéran et de 65 autres dans la province d'Hormozgan (sud), arrêtées lors des "récentes émeutes", a indiqué Mizan Online, le site de la justice iranienne, sans préciser les chefs d'inculpation. Un mouvement de contestation secoue l'Iran depuis la mort le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décédée trois jours après son arrestation à Téhéran par la police des mœurs, qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire de la République islamique pour les femmes, en particulier le port du voile. Depuis sa mort, des dizaines de personnes, principalement des manifestants mais aussi des membres des forces de sécurité, ont été tuées lors de rassemblements qualifiés d'"émeutes" par les autorités, alors que des centaines d'autres ont été arrêtées dans plusieurs villes du pays. "Etant donné que les émeutiers (inculpés) ont joué un rôle central dans la formation de rassemblements illégaux, l'incendie et l'attaque contre certains lieux publics et privés et ont semé la terreur parmi la population, le procureur a rapidement



AP, AFP

enquêté sur leur dossiers", a affirmé le chef de la justice d'Hormozgan, Mojtaba Ghahremani, cité par Mizan Online. Le 25 septembre, les médias iraniens avaient annoncé l'arrestation de 88 manifestants à Hormozgan et près de 1.200 d'autres dont 60 femmes dans le nord du pays. "Désormais, ceux qui attaquent la vie et les biens des gens, des policiers et des militaires et des installations urbaines ou encouragent et incitent les gens à l'émeute, seront traités de manière décisive", a affirmé Ali Salehi, le procureur de Téhéran, cité mercredi par Mizan Online.

ARRESTATION D'UN "ESPION DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT SIONISTE"

Les autorités iraniennes ont indiqué avoir arrêté un individu accusé de se livrer à des activités d'espionnage pour le compte du Mossad, l'agent a été de renseignement de l'entité sioniste, dans la province de Kerman, dans le sud-est du pays, a rapporté mardi l'agence de presse Tasnim, citant un haut responsable judiciaire provincial. Cet individu,

qui avait selon les autorités l'intention de commettre des actes de sabotage et de compromettre la sécurité de la province, a été arrêté par les services de renseignement du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), a déclaré Ebrahim Hamidi, procureur général de Kerman.

Il a indiqué que cet "espion" avait été identifié et arrêté lors d'un raid, après que les forces de sécurité du pays ont mis en place un vaste dispositif technique et informationnel. M. Hamidi a noté que l'individu menait ses activités sous l'identité d'un homme d'affaires, et avait effectué plusieurs voyages dans différents pays.

Ces voyages avaient pour but de transmettre des renseignements et de se former en vue de commettre des actes de sabotage en Iran. Au moyen d'un logiciel codé, l'individu aurait contacté des organisations sionistes et des institutions militaires et de renseignement dans le cyberspace avant d'être arrêté par le CGRI, a ajouté le procureur. Le suspect était sur le point de quitter l'Iran lorsqu'il a été arrêté.

PALESTINE

900 prisonniers dans les geôles sionistes entament une grève de la faim

Quelque 900 détenus palestiniens incarcérés dans la prison d'Ofar de l'entité sioniste ont décidé d'observer, mercredi, une grève de la faim, en soutien à leurs compatriotes prisonniers, en grève de la faim depuis dix-huit jours, selon le Club des prisonniers palestiniens. "Les prisonniers d'Ofar se joignent à leurs compatriotes incarcérés dans la geôle de l'entité sioniste de Nafha ayant décidé d'entamer mardi une grève de la faim, également en soutien à leurs compatriotes en grève de la faim depuis plus de deux semaines", a précisé le Club des prisonniers palestiniens. Selon la Commission des Affaires des prisonniers et ex-prisonniers, "l'état de santé de tous les grévistes de la faim a commencé à se détériorer, et tous ont perdu de leur poids, tandis que certains ont commencé à ressentir des maux de tête et diverses formes de douleur". Les détenus palestiniens dénoncent cette fois-ci notamment la détention administrative généralisée ces derniers mois par l'occupant sioniste. Selon des statistiques officielles, le nombre de détenus administratifs dans les geôles de l'entité sioniste dépasse actuellement 760, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées. "Quelque 80% des détenus administratifs sont d'anciens prisonniers qui ont passé des années dans les prisons, la plupart étaient des détentions administratives", selon la Commission des affaires des détenus.

TUERIE DANS UNE CRÈCHE

La Thaïlande veut durcir ses lois sur le port d'armes à feu

La Thaïlande veut durcir les conditions du permis de port d'armes à feu, en imposant notamment un contrôle tous les trois à cinq ans, a indiqué mercredi le ministre de l'Intérieur du royaume, après l'attaque qui a fait 36 morts, principalement des enfants d'une crèche. "Pour ceux qui ont déjà leur permis, il y aura un contrôle tous les trois à cinq ans", un examen qui n'existait pas jusque-là, a déclaré Anupong Paojinda, lors d'une conférence de presse à Bangkok. "Parce que le temps change, les gens changent", s'est-il justifié. Un ancien policier, armé d'un fusil -- obtenu légalement -- et d'un couteau, a tué jeudi 36 personnes, dont 24 enfants, surtout dans une crèche de la province de Nong Bua Lamphu (nord), dans l'une des pires tueries qu'ait connu la Thaïlande.

Ce massacre a soulevé un début de débat sur les armes à feu dans le pays du Sud-Est asiatique, où environ 15% de la population en détenait au moins une en 2017, selon des données compilées par l'université de Sydney.

Le profil de l'assaillant, limogé de la police en raison de problèmes de drogues, a soulevé des questions sur la santé mentale des détenteurs d'armes à feu. "Notre nouvelle certification va inclure des rapports sur la santé mentale, nous allons examiner si nous aurons besoin d'une preuve des médecins", a promis Anupong Paojinda. "Par exemple, si un fonctionnaire veut détenir une arme, leurs supérieurs devront certifier que cet individu n'a eu aucun problème avec l'alcool ou des problèmes de mauvaise humeur", a poursuivi le ministre. En

Thaïlande, ceux qui veulent obtenir le permis de port d'armes font déjà l'objet d'un examen de leurs antécédents, et doivent justifier la raison de leur demande, comme la chasse ou se défendre. Le gouvernement espère également encourager les détenteurs d'armes illégales à les rendre aux autorités en les exemptant d'éventuelles sanctions, mais doit encore préciser les contours de cette mesure.

Anupong Paojinda a ajouté que le ministère allait travailler avec les services de santé pour améliorer le suivi des questions liées aux stupéfiants, notamment pour encourager les personnes souffrant d'addiction à aller en cure de désintoxication. "Si quelqu'un en ville sait qu'il y a des drogues mais pas les autorités locales, celles-ci seront transférées" ailleurs, a-t-il insisté.

BIRMANIE

Nouvelles peines de prison pour Aung San Suu Kyi

Nouvelle journée noire en Birmanie: la junte inflexible a condamné jeudi l'ancienne dirigeante Aung San Suu Kyi et le journaliste japonais Toru Kubota à des peines de prison supplémentaires, dans deux affaires séparées. La prix Nobel de la paix 1991, âgée de 77 ans, a été condamnée à "deux peines de prison de trois ans" qui ont été confondues, a indiqué à l'AFP une source proche du dossier. Elle a été reconnue coupable d'avoir accepté 550 000 dollars de pots-de-vin d'un homme d'affaires local, Maung Weik, dans un énième volet de son procès fleuve, dénoncé comme politique par la communauté internationale. Aung San Suu Kyi "est en bonne santé. Ses avocats vont faire appel comme pour les autres affaires", a précisé cette source. Elle avait déjà été condamnée à 23 années d'emprisonnement pour différents motifs, dont la fraude électorale et la corruption. Elle est accusée dans cinq autres affaires de corruption. Toru Kubota, 26 ans, arrêté fin juillet alors qu'il couvrait une manifestation contre la junte à Rangoun, a été condamné un peu plus tard à trois ans de prison pour avoir enfreint la loi sur l'immigration, a indiqué à l'AFP une source diplomatique japonaise. Le vidéaste, apparu à son procès en bonne santé selon cette source, citant son avocat, avait déjà été condamné, la semaine dernière, à deux peines totalisant dix ans d'emprisonnement pour la diffusion d'informations préjudiciables à la sécurité du pays et pour avoir encouragé la dissidence contre l'armée au pouvoir. Ces peines avaient été confondues, ramenant à sept ans la durée prévue de son emprisonnement pour ces deux affaires, avait précisé un porte-parole de la junte. Ces deux condamnations aggravent le bilan de la junte birmane, sous le feu des critiques de la communauté internationale depuis que le pays a plongé dans un conflit civil à la suite du putsch militaire du 1er février 2021. Arrêtée au moment du coup d'État, qui a mis fin à une décennie de transition démocratique en Birmanie, Aung San Suu Kyi a été placée à l'isolement dans une prison de Naypyidaw fin juin, d'où son procès, démarré il y a plus d'un an, se poursuit à huis clos.

SOUDAN DU SUD

L'ONU appelle à la cessation des hostilités

Les Nations unies ont appelé à la "cessation immédiate" des hostilités entre groupes armés dans le comté de Fachoda, dans l'Etat du Nil supérieur, au Soudan du Sud, rapportent mercredi des médias. Nicholas Haysom, représentant spécial du secrétaire général pour le Soudan du Sud et chef de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), a exhorté tous les dirigeants politiques, civils, religieux ou traditionnels, à "mettre fin aux hostilités" et à "rétablir la sécurité au sein des communautés concernées". "La MINUSS appelle les groupes armés à respecter la liberté de circulation sur le Nil...", a déclaré M. Haysom dans un communiqué publié à Juba, la capitale du Soudan du Sud. Il a ajouté que les affrontements ont entraîné la perte d'un nombre important de vies, l'enlèvement de femmes et le déplacement de plus de 8.000 personnes de la ville de Kodok et des localités voisines. M. Haysom, qui a condamné les affrontements en cours, a indiqué que les efforts humanitaires étaient entravés par l'insécurité ambiante. "La MINUSS continue de dialoguer avec les parties prenantes pour parvenir à un accord qui permettrait aux Casques bleus d'entreprendre des patrouilles fluviales pour désamorcer les tensions et contribuer à la cessation des hostilités", a ajouté M. Haysom.

ETATS-UNIS

Un portrait de Prince à l'étude devant la Cour suprême

Une touche pop a égayé hier la très sérieuse Cour suprême des Etats-Unis, chargée de dire si Andy Warhol pouvait utiliser une photo de Prince dans son oeuvre sans verser de droits à l'auteur du cliché.

Au coeur du conflit: seize portraits sérigraphiés réalisés en 1984 par le "pape du Pop Art" à partir d'une photo du légendaire musicien prise trois ans plus tôt par Lynn Goldsmith. La photographe, connue pour avoir immortalisé plusieurs stars du rock, demande des droits d'auteur à la fondation Andy Warhol, qui les lui refuse. Après des décisions contradictoires des tribunaux, la Cour suprême doit désormais les départager. Elle en profitera pour clarifier le droit de la propriété intellectuelle en matière d'oeuvres dites "transformatives", c'est-à-dire qui empruntent à une première oeuvre pour aboutir à une création originale. L'affaire trouve sa source en 1981. Lynn Goldsmith propose à l'hebdomadaire Newsweek de tirer le portrait d'un musicien qui commence à percer. Elle réalise plusieurs clichés en noir et blanc du jeune homme aux traits fins. En 1984, l'album "Purple Rain" propulse Prince au rang de star. Le magazine Vanity Fair veut lui consacrer un article et demande à Andy Warhol de réaliser son portrait dans le style de ses célèbres gravures colorées de Marilyn Monroe ou Mao. Contre 400 dollars, Lynn Goldsmith autorise le magazine à utiliser l'une de ses photos pour l'usage exclusif de cet article. Intitulé "Purple



Fame", le texte est accompagné du visage de Prince, la peau violette et le cheveu de jais, qui se découpe sur un fond orange vif. La légende créditée à la fois l'artiste et la photographe.

"VULNÉRABLE"

L'histoire en serait restée là, si Andy Warhol n'avait pas décliné cette photo sur tous les tons pour créer une série de 16 portraits du musicien, qu'il admirait pour son talent et son style androgyne. Lynn Goldsmith a découvert leur existence en 2016 à la mort de Prince, quand Vanity Fair a publié en Une une image du "Kid de Minneapolis" tirée de sa photo mais tout orange cette fois. Elle a alors pris contact avec la fondation Andy Warhol, qui gère la collection de l'artiste depuis sa mort en 1987 et avait touché 10.250 dollars pour cette publication. La fondation a immédiatement saisi la justice pour faire reconnaître ses droits exclusifs sur la série. La

photographe a contre-attaqué. Un juge de première instance a donné raison à la fondation en estimant qu'Andy Warhol avait transformé le message de l'oeuvre. Pour lui, Lynn Goldsmith s'est attachée à montrer Prince comme une personne "vulnérable, mal à l'aise", tandis que les portraits d'Andy Warhol soulignent son statut d'"icône, plus grand que nature". Une cour d'appel a toutefois invalidé son raisonnement, en estimant que les juges ne pouvaient pas jouer "les critiques d'art et analyser les intentions et les messages des oeuvres", et devaient se contenter d'évaluer les similarités visuelles entre les oeuvres. Selon sa décision, Andy Warhol n'a pas fait "d'ajout ou de modification" suffisants pour ne rien devoir à Mme Goldsmith.

"GÉNIE"

La fondation s'est alors tournée vers la Cour suprême, en lui demandant de rejeter l'"incroyable" requête de Lynn

Goldsmith. La photographe "veut que la Cour déclare l'oeuvre d'Andy Warhol -- qui est universellement reconnu comme un génie du XXe siècle à l'origine du mouvement Pop Art -- non transformative et donc illégale", s'étranglent ses avocats dans un exposé transmis à la haute cour. Mais l'intéressée ne voit pas les choses ainsi. Son argumentaire rappelle qu'elle a été payée et créditée en 1984 et pas en 2016. "Le droit de la propriété intellectuelle ne peut pas avoir une règle pour les sérigraphies violettes et un autre pour les oranges", notent ses représentants.

Les neuf sages de la Cour devront donc dire si une oeuvre est "transformative" parce qu'elle véhicule un message différent de sa source, ou parce qu'elle est visuellement différente. Sa réponse, attendue d'ici au 30 juin, sera lourde de conséquences pour le monde de l'art qui, comme les tribunaux américains, se divise sur la réponse à apporter.

LOUVRE ABU DHABI

L'impressionnisme à l'honneur

Le Louvre Abu Dhabi inaugure mercredi une exposition sur les grands artistes impressionnistes à l'occasion du cinquième anniversaire de l'unique antenne du musée parisien en dehors de France, dans la capitale des Emirats arabes unis. "Femmes au jardin" de Claude Monet, "Le balcon" d'Edouard Manet ou encore "La dame au gant" de Carolus-Duran figurent parmi les prestigieuses oeuvres dont le musée d'Orsay a accepté de se séparer au profit du Louvre émirati pour une exposition qui se tient jusqu'au 5 février. Pour Manuel Rabaté, directeur du Louvre Abu Dhabi, l'une des "missions fondamentales" du musée est de "présenter les grands mouvements de l'histoire de l'art comme l'impressionnisme", né dans la deuxième moitié du 19e siècle, en pleine industrialisation et urbanisation de la société. "Pour raconter cette histoire de

l'impressionnisme, il faut avoir des prêts incroyables qui viennent du musée d'Orsay", a-t-il déclaré à l'AFP. Pour ses cinq ans, le Louvre Abu Dhabi s'est par ailleurs offert un cadeau avec l'acquisition de "La tasse au chocolat" de Pierre-Auguste Renoir, dont le musée n'a pas souhaité révéler le montant. "C'est vraiment une exposition d'une grande ambition avec plus de 150 oeuvres qui proviennent pour l'essentiel du musée d'Orsay, qui sont très rarement prêtées", s'est félicitée Sylvie Patry, conservatrice générale de ce musée parisien. Selon elle, "l'émergence de la modernité" représentée par l'impressionnisme a une résonance dans la région du Golfe "où on fait face aussi au défi de cette modernité et cette transition vers un nouveau monde". Inauguré en grande pompe en novembre 2017 par le président français Emmanuel Macron, le Louvre Abu

Dhabi est né d'un accord intergouvernemental signé en 2007 entre Paris et les Emirats, riche Etat du Golfe qui figure parmi les premiers exportateurs de pétrole au monde et les plus grands acheteurs d'armement. Lié au musée parisien par un accord de coopération, le Louvre Abu Dhabi, qui dépend du ministère émirati de la Culture et du Tourisme, célèbre son cinquième anniversaire en plein scandale lié à une affaire de trafic d'antiquités. L'expatron du Louvre, Jean-Luc Martinez, et un ancien cadre de l'Agence France Museum (AFM), Jean-François Charnier, ont été inculpés pour avoir facilité la vente au Louvre Abu Dhabi d'antiquités égyptiennes pillées, malgré les doutes sur leur origine frauduleuse. Le Louvre Abu Dhabi et le Louvre se sont constitués partie civile dans l'enquête.

MUSIQUE

Un souvenir du dernier concert des Beatles réapparaît 55 ans après

Elle a eu une vie rock'n'roll: une nappe anoblée par des croquis des Beatles avant leur dernier concert officiel à San Francisco a été remise à ses propriétaires plus de 50 ans après avoir été volée. Cette relique, qui porte la marque de chacun des membres des "Fab Four", est née sur un coin de table lors d'un repas avant leur dernier concert au stade Candlestick Park en 1966. John Lennon, Paul McCartney, George Harrison et Ringo Starr y ont tous laissé leur empreinte, ainsi que la chanteuse folk Joan Baez. Le restaurateur Joe Vilardi avait immédiatement encadré et exposé ce souvenir unique dans la vitrine de son troquet. Mais l'article de collection avait été volé au bout d'une semaine à peine. La précieuse nappe est ensuite restée hors des radars pendant 55 ans... jusqu'à un récent appel venu du Texas, reçu par le petit-fils Vilardi. "C'était une dame qui m'a demandé si notre famille avait une entreprise de restauration à San Francisco, et j'ai tout de suite eu le sentiment que cela avait un rapport avec la nappe", a raconté Michael Vilardi à l'AFP. "Son frère avait la nappe, ne savait pas quoi en faire et l'a conservée pendant toutes ces années." Le receleur l'avait reçue en paiement d'une dette, selon M. Vilardi. "Il a essayé de la vendre, mais vu qu'elle était volée, il aurait pu avoir des problèmes, alors sa sœur l'a convaincu de la rendre". "Personne ne pensait qu'on verrait cet objet un jour, et nous avions tous grandi en entendant l'histoire de mon grand-père. Mais aucun d'entre nous n'avait jamais vu la nappe", a-t-il ajouté. L'artefact va désormais être mis aux enchères. L'heureux acheteur pourra contempler de près le coucher de soleil psychédélique esquissé par John Lennon, les portraits croqués par Paul McCartney et Joan Baez, ainsi que les signatures de George Harrison et Ringo Starr. Ce souvenir unique est susceptible d'atteindre les 25.000 dollars, selon la société de ventes aux enchères Bonhams. Le concert de Candlestick Park est resté dans les annales comme la dernière performance commerciale du groupe, qui a annoncé sa séparation après cette tournée nord-américaine. Plus de 50 ans après, la "Beatlemania" survit et les souvenirs du groupe s'arrachent toujours à prix d'or. En 2015, le premier contrat d'enregistrement signé par les Beatles a été vendu pour 75.000 dollars lors d'une vente aux enchères.

AGENDA CULTUREL

- OPÉRA D'ALGER BOUALEM-BESSAIH (OULED-FAYET, ALGER)

Du 15 au 20 octobre : 12e édition du Festival culturel international de musique symphonique.

- INSTITUT FRANÇAIS D'ALGER (ALGER-CENTRE)

Jeudi 13 octobre à partir de 19h30 : Spectacle de danse contemporaine «vera, ce que nous ne voyons pas» de la compagnie hallet eghayan. Réservation: vera@if-algerie.com

- BASILIQUE NOTRE-DAME D'AFRIQUE (BOLOGHINE, ALGER)

Jusqu'au 18 octobre : Exposition de photographies «Les oiseaux des îles Malouines» organisée en partenariat avec l'ambassade d'Argentine à Alger. L'expo est accessible chaque jour de 11h à 12h30 et de 15h à 17h30.

Les courses en direct



HIPPODROME GHELLAB ATTIA - M'SILA
JEUDI 13 OCTOBRE 2022 - PRIX : DABLAJA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUARTÉ-QUINTÉ

Une course ouverte

Une épreuve à caractère assez bien conçue que nous aurons à négocier ce jeudi 13 octobre à l'hippodrome de M'sila avec ce prix Dablaja réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur n'ayant pas totalisé la somme de 106.000 DA en gains et places depuis avril passé. La présence des éléments tels que : Oyounkoum, Raghdet El Mesk, Amirat, Falaket, Tornado du Croates prennent une longueur sur le reste du peloton. En cas d'incident de parcours, on peut faire appel à : Kenzat El Hidhab, Lam'aa ou Zine de Chaillac.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. NAHR EDAJLA. Ce vieux cheval ne semble pas au mieux de sa forme. On peut tout juste l'inclure dans une longue combinaison.

2. ZINE DE CHAILLAC. Ce n'est pas un foudre de guerre, une deuxième place le 21 août, sur les 1100m, depuis il n'a pas été revu en piste. Outsider moyen.

3. BOUNTY. Avec la monte du jour, je crains qu'il n'ira pas loin. Outsider lointain.

4. TORNADO DU CROATE. Ce cheval n'a pas couru depuis le 18 mai passé, mais auparavant, il était assez bon. Outsider assez intéressant.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
L. ZAABOUB	1	NAHR EDAJLA	F. CHAABI	57	1	PROPRIÉTAIRE
A. BERRAH	2	ZINE DE CHAILLAC	B. BERRAH	57	11	B. BERRAH
M. BENAROUSSE	3	BOUNTY (0)	R. BAGUIRA	56	4	PROPRIÉTAIRE
M. ZAABOUB	4	TORNADO DU CROATE (0)	A. HEBRI	55	6	PROPRIÉTAIRE
MS. LAHMICI	5	OYOUNKOUM	CH. ATTALLAH	55	5	B. LAHMICI
A. HANNACHI	6	FAKHR AL WATAN	JJ:SH. BENYETTOU	55	2	PROPRIÉTAIRE
B. AMRAOUI	7	AMIRAT	D. BOUBAKRI	55	10	PROPRIÉTAIRE
M. DHAIRI	8	FALAKET	AB. ATTALLAH	54	12	PROPRIÉTAIRE
K. SEMAHI	9	RAGHDET EL MESK	AH. CHAABI	54	8	PROPRIÉTAIRE
S. BENALI	10	LAM'AA	O. CHEBBAH	54	7	A. CHEBBAH
B. AMRAOUI	11	KENZAT EL HIDHAB	K. RAHMOUNE	53	9	PROPRIÉTAIRE
R. DEHIMI	12	IRTIDJAL	EH. CHAABI	53	3	W. CHAABI

5. OYOUNKOUM. Ce cheval se présente ici comme le favori de l'épreuve, quoiqu'il aura à faire sa petite course d'entrée. À suivre.

6. FAKHR AL WATAN. Ses dernières tentatives ne sont pas assez concluantes, on ne peut lui faire confiance.

7. AMIRAT. Elle a déçu lors de sa dernière tentative le 05 septembre écoulé mais attention, elle peut facilement se racheter.

8. FALAKET. Ce poulain a beaucoup progressé depuis, ses derniers résultats plaident en sa faveur. À suivre.

9. RAGHDET EL MESK. Cette pouliche semble bien s'entendre avec AH. Chaabi en selle, elle aura son mot à dire. À reprendre.

10. LAM'AA. Sa quatrième place a été assez plaisante au Caroubier en dernier lieu. On ne peut lui faire un interdit pour les places. Outsider intéressant.

11. KENZAT EL HIDHAB. Cette jument va être notre outsider préféré, son entourage peut être redoutable dans ce genre de compétition. Méfiance.

12. IRTIDJAL. Ce cheval n'arrive toujours pas à refaire surface. Il reste assez difficile. À retenir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

5. OYOUNKOUM - 9. RAGHDAT EL MESK - 7. AMIRAT - 4. TORNADO DU CROATE - 8. FALAKET

LES CHANCES

11. KENZAT EL HIDHAB - 10. LAM'AA

COP27 : Les émissions nocives ont augmenté de près de 14%

La 27e session de la Conférence des Parties (COP27) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, prévue du 6 au 18 novembre prochains dans la ville côtière égyptienne de Charm El-Cheikh, Egypte, présentera les priorités de santé publique à la lumière des plans de développement durable, a annoncé l'envoyé spécial de l'ONU pour le financement de l'Agenda 2030. Déclarant qu'« il est important de relier les priorités d'action climatique avec les défis mondiaux liés à la santé », Mahmoud Mohieldin, a lancé cet appel lors de la 69e session de la Conférence de l'Organisation mondiale de la Santé sur la Méditerranée orientale tenue lundi au Caire. "Avec une contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre d'environ 4,4%, le secteur de la santé devrait prendre en compte les considérations environnementales", a encore dit M. Mohieldin. "Les émissions nocives ont augmenté de près de 14%, ce qui représente une déviation majeure par rapport à l'objectif de réduction d'au moins 45% d'ici 2030 conformément aux engagements internationaux", a-t-il ajouté.

Un hiver 2022 « difficile » pour l'Europe et « pire » en 2023



L'Europe va affronter un hiver très difficile cette année, cependant, « le prochain sera encore pire » a averti l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Pierre Olivier Gourinchas, alors que l'Europe est aux prises avec les cordes en termes de prix de l'énergie. "L'hiver 2022 sera difficile, mais l'hiver 2023 sera probablement pire", a déclaré Gourinchas aux journalistes. L'économiste en chef a également fait valoir que la crise énergétique de l'Europe n'était pas un choc transitoire, le réalignement géopolitique des approvisionnements énergétiques est particulièrement vaste et permanent. Il a identifié diverses politiques adoptées par l'Europe, telles que le contrôle des prix, les subventions ciblées et les interdictions d'exportation, et a expliqué qu'elles pourraient entraîner des augmentations supplémentaires des prix et de l'inflation. "Ils travaillent rarement", a souligné Gourinchas.

Air Algérie aurait programmé un vol ... Alger-Casa !

L'information choquée et laisse pantois ! Qu'est ce qui se passe chez notre compagnie aérienne ? Alors que l'espace aérien entre l'Algérie et le Maroc est fermé depuis la rupture des relations décidées par notre pays, la compagnie aérienne nationale aurait, par mégarde, programmé un vol vers Alger-Casablanca. Selon des indiscretions, des clients auraient même acquis le

billet d'avion à destination du Maroc. Du jamais vu depuis septembre 2021 lorsque Alger a décidé de fermer son ciel à l'aviation marocaine. Dès lors, beaucoup d'interrogation taraudent l'esprit de l'Algérien. On ne voudrait pas croire à une décision délibérée. Car, si l'information se confirme, les conséquences seront graves. Espérant que cela se serait fait par inadvertance.



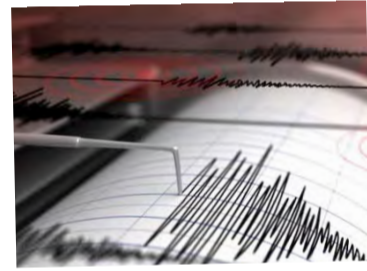
Nouvelles dessertes de l'ETUSA à la cité Sidi Abdellah



L'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, hier, dans un communiqué la mise en exploitation d'un nouveau service "intramuros" de navettes à Sidi Abdellah permettant de relier l'ensemble des cités à la gare ferroviaire de la ville. L'Établissement public de Transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, la mise en exploitation, depuis hier, d'un nouveau service «intramuros» de navettes baptisé "navettes de Sidi Abdellah", permettant de relier l'ensemble des cités composant la ville par un réseau en boucle constitué de 43 arrêts joignant Sidi Abdellah-Zaatria-Sidi Bennour-Rahmania et M'halma avec la gare ferroviaire de Sidi Abdellah", a précisé le communiqué. Les premiers départs de ces navettes sont prévus à 5h30 du matin à partir de Sidi Bennour Q22 et Q23", a ajouté la même source. Ces navettes seront opérationnelles jusqu'à 19h00, a fait savoir également le communiqué.

Secousse tellurique de magnitude 3.0 à Béjaïa

Un tremblement de terre d'une magnitude de 3.0 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a eu lieu mardi à 19h11 à Béjaïa, a annoncé le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à 02 km au Sud-Ouest de Seddouk (Wilaya de Béjaïa), précise le CRAAG.



3 morts et 128 blessés sur nos routes en 24 heures

Trois personnes ont trouvé la mort et 128 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures sur plusieurs tronçons routiers à travers le territoire national, selon un bilan établi hier, par les services de la Protection civile. Ainsi, une (1) personne est décédée suite à une collision entre un véhicule et une motocyclette sur le chemin de wilaya (CW) 76, dans la commune de Frouha (Mascara) et une (1) autre a trouvé également la mort, suite à une collision entre



un véhicule et une motocyclette au centre-ville de la commune de Sidi Tifour (El Bayadh).

Dans la wilaya de Tébessa, une personne est décédée après avoir été heurtée par un véhicule sur la

route Sarak Erak, dans la commune de Bir El Ater, précise la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenues, durant la même période, pour effectuer des opérations d'épuisement d'eaux pluviales au niveau des wilayas de Saida, Djelfa et Naâma suite aux intempéries qui ont touché plusieurs régions du pays.

Repêchage des corps de deux personnes emportées par les crues d'un oued à Tiaret



Les agents de la Protection civile ont repêché mardi les corps de deux personnes emportées par les crues de oued Boukrima dans la commune de Djebila Rosfa (Tiaret) suite aux fortes pluies qui se sont abattues sur la région, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. Les corps des deux victimes âgées de 30 et 60 ans ont été repêchés à 4 kilomètres du lieu où leur camion a été emporté lundi soir par les eaux, a indiqué le chargé de communication, le capitaine Rabah Boukhari. Ils ont été déposés à la morgue de l'établissement hospitalier public "Ibn Sina" de Freneda, a-t-on ajouté. Les services de la Protection civile ont mobilisé pour cette intervention, qui a duré 12 heures, 75 agents de six unités soutenues par des équipes de plongeurs et des équipes cynotechniques. Pour rappel, le camion à bord duquel se trouvaient les deux victimes a été repêché à 2 km du lieu de l'incident avec la mobilisation des agents des services de la commune de Djebilet Rosfa, de la direction des Travaux publics et de l'entreprise Cosider.

MISE AUX POINGS

«Face à la turbulence des marchés de l'énergie en Europe, il est tout naturel que l'Union européenne se tourne vers l'un de ses partenaires les plus fiables et les plus sûrs : l'Algérie»

La Commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Jeudi 13 octobre 2022

24 °C / 16 °C

Dans la journée : Averses
Vent : 18 km/h
Humidité : 74%

Dans la nuit : Averses
Vent : 12 km/h
Humidité : 90%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Jeudi 17 rabi el awal 1444

Dohr : 12h35
Assar : 15h46
Maghreb : 18h18
Ïcha : 19h36

Vendredi 18 rabi el awal 1444
Sobh : 05h29
Chourouk : 06h55

SEMAINE RUSSE DE L'ÉNERGIE

Mohamed Arkab à Moscou

La Russie, un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de ressources énergétiques, abrite dans sa capitale, Moscou, depuis hier, les travaux du 5ème forum international "Semaine Russe de l'Énergie", avec une forte participation internationale, dont l'Algérie, représentée par le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab.

PH : DR

Il est prévu qu'à cette occasion, Mohamed Arkab rencontre le vice-Premier ministre russe, Alexander Novak, le ministre syrien du Pétrole et des Ressources minérales, Bassam Tohmé, et des représentants de grandes sociétés pétrolières et gazières. La situation de crise énergétique vécue par l'Europe a révélé le rôle incontournable de l'Algérie dans le marché de l'énergie, consolidé par les réalisations sur fond d'une politique énergétique active en direction du marché international en tant que fournisseur fiable. Comme l'a souligné, tout récemment, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, la place stratégique prise par les hydrocarbures sur la scène internationale a fait de l'Algérie, un acteur fondamental dans la région et dans les relations économiques internationales. La présence de Mohamed Arkab aux travaux de ce Forum est une opportunité supplémentaire de renforcer la coordination en matière de politique énergétique entre Moscou et Alger. Celle-ci se manifeste déjà dans le cadre de l'OPEC+, depuis que cette initiative a été lancée en 2016, avec succès puisqu'elle a permis, avec d'autres membres de cette organisation, de stabiliser le prix du pétrole, alors qu'il chutait au grand profit des pays riches dont les États-



Unis. La fermeté opposée par les pays de l'OPEC+ aux pressions exercées de façon indécente par les États-Unis, indique des changements profonds dans le marché mondial de l'énergie, opérés incontestablement sous l'effet de la crise ukrainienne et des sanctions anti-russes décidées par les pays occidentaux.

La décision prise par l'OPEC+ sur la base des intérêts des pays membres de réduire la production de pétrole, prouve que le temps du diktat imposé par les États-Unis et leurs alliés occidentaux est fini. Les pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures ont leur mot à dire. Ils ne craignent pas les «représailles» si leurs intérêts heurtent ceux des États-Unis et de leurs alliés même si ceux-ci ont montré qu'ils n'accordent aucune attention aux risques qui pèsent sur la sécurité alimentaire des pays pauvres du fait des sanctions contre la Russie, et des restrictions imposées au commerce international. Le Forum intervient d'ailleurs à un moment où les marchés pétroliers mondiaux sont confrontés à des pressions à la lumière

des craintes d'une baisse de la demande de brut en raison de l'entrée des économies mondiales en récession. Les travaux du Forum, événement de haut niveau organisé depuis 2017, comprennent diverses activités, impliquant des personnalités de Russie et de pays étrangers, des chefs d'entreprises et d'organisations énergétiques internationales et des experts représentant de nombreuses entreprises russes et internationales. Ils se poursuivront jusqu'au 14 octobre. Le président russe, Vladimir Poutine, a souhaité la bienvenue aux participants au forum dans un message où il a noté qu'il y avait de nombreuses questions prioritaires à l'ordre du jour liées aux tendances actuelles du marché mondial de l'énergie, y compris les processus d'amélioration des infrastructures de l'industrie et l'introduction de technologies numériques modernes. Dans son discours, le président Poutine a abordé les défis auxquels est confronté le marché mondial de l'énergie et les raisons des prix élevés de l'énergie en Europe. Le président Poutine a tenu la perche aux dirigeants de l'Union européenne. La Russie est prête à fournir du gaz à l'Europe pendant la période automne-hiver. La balle est maintenant dans le camp de l'UE. La Russie est prête à acheminer du gaz vers l'Europe via "Northern Stream-2", il suffit d'ouvrir le robinet, a-t-il lancé.

M'hamed Rebah

ATTAQUE TERRORISTE
CONTRE L'ARMÉE
DE DJIBOUTI

L'Algérie condamne fermement

L'Algérie a condamné fermement l'attaque perpétrée par un groupe terroriste contre des forces de sécurité djiboutiennes, faisant des morts et des blessés parmi les soldats dans la région de Garabistan, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. L'Algérie "réitère la nécessité de renforcer la coopération, aux plans régional et international, pour prévenir et faire face avec une efficacité accrue aux menaces terroristes et exprime sa solidarité avec le gouvernement et le peuple de la République de Djibouti en ces moments difficiles", lit-on dans le communiqué. L'Algérie "présente ses sincères condoléances et ses profonds sentiments de compassion et de sympathie aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés", précise-t-on de même source. Le ministère djiboutien de la Défense avait annoncé, samedi dernier, la mort de sept soldats dans une attaque terroriste contre des casernes de l'armée de la base de Garabistan (nord du pays), précisant que quatre autres soldats ont été blessés et six autres sont portés disparus.

R. N.

Coronavirus

6 nouveaux cas et aucun décès

Six nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 2 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 270722, celui des décès demeure inchangé (6881 cas), alors que le nombre des patients guéris passe à 182348 cas. Par ailleurs, aucun patient n'est actuellement en soins intensifs, note la même source, relevant que 43 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas.

APS

ASSEMBLÉES CONJOINTES DU GROUPE DE LA BM ET DU FMI

Brahim Djamel Kassali à Washington depuis hier

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, se trouve, depuis hier, à Washington pour participer aux travaux des Assemblées annuelles conjointes du Groupe de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), prévus du 13 au 16 octobre, a indiqué un communiqué du ministère.

Au cours de ces Assemblées annuelles, le ministre des Finances prendra part à la plénière des assises des institutions de Bretton Woods. Il assistera notamment aux travaux du Comité de développement de la Banque mondiale et du Comité financier et monétaire du FMI. Selon le même communiqué, Kassali prendra

part, également, aux différentes réunions, impliquant les Gouverneurs des régions MENA et Afrique avec le président du groupe de la Banque mondiale et la directrice générale du FMI.

En marge de ces Assemblées, Kassali rencontrera les premiers responsables du Groupe de la BM et du FMI ainsi que des hauts responsables des institutions financières internationales et régionales présents à cet événement. Il rencontrera, également, certains de ses homologues des pays membres des Institutions de Bretton Woods, avec lesquels il échangera sur l'état et les perspectives de coopération avec l'Algérie.

Les Assemblées annuelles des deux institu-

tions multilatérales seront également une occasion pour réunir les principaux responsables du monde économique et financier autour de dossiers importants relatifs au développement économique, à la conjoncture économique mondiale, à la lutte contre la pauvreté, au système financier international et au capital humain. L'édition 2022 de ces assises constituera une plateforme pour l'analyse et l'échange de points de vue sur les défis actuels imposés par le contexte international, notamment ceux se rapportant à la sécurité alimentaire et énergétique, à la lutte contre l'inflation et le changement climatique et à la transition numérique.

M. Seghilani

SOUS-RIRE

L'état va être sans pitié avec les spéculateurs

